*CONFÉRENCE DE L'INSTITUT DES SCIENCES JURIDIQUES
DE L'ACADÉMIE POLONAISE DES SCIENCES ET DU CONSEIL CENTRAL
DES SYNDICATS SUR LE DROIT DE TRAVAIL*

Le 24 et 25 février 1969 s'est tenue à l'Institut des Sciences Juridiques de l'Académie Polonaise des Sciences une conférence des représentants de la doctrine du droit de travail, des activistes syndicaux ainsi que des représentants de l'administration de travail et de la jurisprudence. La conférence a été organisée par l'Institut des Sciences Juridiques dans le cadre de l'entente sur la coopération entre l'Académie Polonaise des Sciences et le Conseil Central des Syndicats. En réalisant cette entente les deux parties doivent considérer en commun des problèmes particulièrement essentiels pour la prochaine codification du droit de travail.

Comme l'a souligné le professeur M. Rybicki, l'Institut des Sciences Juridiques par sa coopération avec le Conseil Central des Syndicats dans le domaine de la codification du droit de travail manifeste sa participation dans les travaux de codification dans différents secteurs du droit, ce qui, à côté des travaux de recherches, est une des tâches fondamentales de l'Institut.

La conférence avait pour objet le rapport de M^{me} dr M. Matey (Institut des Sciences Juridiques) intitulé: *Des problèmes de l'essence et du fonctionnement des institutions juridiques de l'«accord» et l'«opinion» du conseil syndical d'établissement dans le domaine du rapport de travail* et celui de M. J. Jończyk (professeur agrégé à l'Université de Varsovie): *Commissions pour les suites des accidents.*

Le rapport de M^{me} dr M. Matey était consacré aux compétences des conseils syndicaux d'établissement à s'exprimer, sous la forme d'un «accord» ou «opinion» sur des questions de l'établissement et de la résiliation des rapports de travail. Ce problème est essentiel pour la formation dans le futur code de travail de la République Populaire de Pologne, de la protection juridique des droits fondamentaux du travailleur. L'auteur a constaté que les compétences des conseils syndicaux à cet égard sont un élément de la protection des droits des travailleurs et a souligné que les conseils syndicaux ont le devoir de réaliser effectivement cette protection. Le rapport a présenté la controverse qui existe dans la doctrine du droit sur le caractère juridique des énonciations des conseils syndicaux, appartiennent-elles au droit civil ou administratif? L'auteur a reconnu ces énonciations pour une institution *sui generis*, propre au droit de travail, trahissant en même temps d'importantes analogies avec les formes des autorisations accordées par d'autres organisations sociales, et, du point de vue du droit de travail, constituant une «condition légale». Quant aux prémisses qui devraient décider de la teneur des énonciations des conseils syndicaux, l'auteur a avancé une thèse selon

laquelle la sphère de ces prémisses correspond en grande mesure à l'idée du contrôle de légalité au sens large.

Le rapport contient les résultats de l'examen empirique préliminaire fait par l'Institut des Sciences Juridiques et l'Institut Central de la Protection du Travail sur la réalisation de leurs droits par les conseils syndicaux d'établissement. Cet examen a constaté d'importantes négligences à cet égard, résultant aussi bien de l'insuffisance d'activité de la part des conseils, que de l'imperfection des solutions juridiques actuelles.

En prenant la parole dans la discussion, le professeur S. Ehrlich s'est arrêté sur les aspects juridiques théoriques des énonciations du conseil syndical, tels que présentés dans le rapport. Il a contesté le fait de fonder les considérations théoriques sur la conception du rapport juridique théorique, comme elle n'est pas généralement acceptée dans la théorie du droit. Il a exprimé l'opinion que la doctrine du droit ne devait pas tendre à exagérer le rôle juridique des syndicats professionnels qui représentent l'intérêt social et agissent sous ce rapport *proprio iure*.

Le professeur W. Szubert a souligné l'opportunité de la considération en commun par les représentants de la doctrine et des syndicats professionnels des problèmes essentiels du point de vue de la codification du droit de travail, ainsi que la justesse du choix des thèmes. La discussion devrait mettre en valeur le rôle des conseils syndicaux d'établissement pour la stabilisation du rapport de travail, ce qui est un des objectifs fondamentaux des propositions de codification. En discutant la question du caractère juridique des énonciations du conseil syndical on soulignait que les deux conceptions (civile et administrative) contenant bien des éléments convaincants, elles ne se laissent cependant pas appliquer pleinement dans le domaine des rapports de travail. Il s'agit ici des institutions présentant un aspect juridique aussi bien civil qu'administratif, cependant la question de l'appréciation de l'efficacité de ces institutions ne peut être considérée que sur le plan du droit de travail. La conception de droit administratif a bien moins de lacunes que celle de droit civil; il est, par exemple, difficile de s'imaginer un mode d'appel par rapport d'une déclaration de volonté à la base du droit civil. On peut aussi envisager cette question sur le fond des rapports administratifs, déterminés du nom des activités organisatrices de l'administration. La sphère du droit civil comprend bien plus de rapports sociaux qu'il ne paraîtrait de la réglementation même du code civil; de ce point de vue il faut reconnaître que malgré qu'il ne possède pas de personnalité juridique, les énonciations du conseil syndical d'établissement sont basées sur une construction de droit civil. Le professeur M. Święcicki a exprimé l'opinion selon laquelle la nécessité de l'accord du conseil syndical d'établissement est une exigence du droit civil, résultant de l'art. 63 du C.c., et que l'accord même est un accord d'une personne tierce; cependant le caractère de cet accord, c'est-à-dire le caractère de la résolution respective de l'organe syndical peut faire l'objet de considérations à part.

La plupart des participants développaient la thèse avancée par la rapporteuse que nous avons ici à faire à une institution *sui generis*. Les énonciations des conseils syndicaux s'accompagnent d'un système spécial d'appel, ce qui prouve que c'est une institution du droit de travail. Les constructions élaborées par la doctrine du droit de travail doivent être faciles à comprendre aussi bien par les travailleurs, que par les commissions d'arbitrage et les

conseils syndicaux. Il faut donc se libérer des idées traditionnelles et tenter à formuler de nouvelles conceptions propres au droit de travail, comme on l'a fait dans le rapport. On a aussi fait ressortir les déclarations de l'auteur par lesquelles elle souligne non seulement le droit, mais bien aussi le devoir des organes compétents d'entreprendre des actes sous l'égard de la protection juridique du travailleur.

Les représentants des syndicats professionnels qui ont pris part à la discussion ont souligné l'importance sociale des compétences des conseils syndicaux d'établissement dans le domaine de la protection des droits du travailleur. Ils postulaient aussi d'adopter dans la codification du droit de travail des solutions juridiques aussi simples et effectives que possible qui seraient pleinement compréhensibles et aisément applicables par un grand nombre d'activistes de conseils syndicaux et de commissions d'arbitrage.

On a souligné que le conseil syndical d'établissement ne devrait pas être gêné dans ses déclarations par des moyens tels qu'un catalogue de prémisses quoiqu'il soit difficile à contester qu'un tel catalogue lui faciliterait son travail. Certains ont constaté qu'il pourrait être plus juste de remplacer l'accord du conseil syndical d'établissement par l'institution de son «opposition» faite lors de la déclaration de l'employeur sur la dissolution du rapport de travail. Une telle forme a déjà été initiée dans l'accord collectif pour l'agriculture. Celle-ci présente cependant certains inconvénients, elle porte, entre autres, atteinte à l'autorité de la direction de l'établissement de travail.

On a ensuite souligné dans la discussion la nécessité de continuer les recherches empiriques relatives à l'emploi par les conseils syndicaux d'établissement de leurs compétences dans le domaine de l'engagement et du renvoi de travailleurs. Ces recherches devraient conduire à formuler des conclusions explicites quant à la nécessité d'augmenter les activités des conseils syndicaux d'établissement dans ce domaine et d'assurer une plus grande efficacité des moyens juridiques qui sont à leur disposition.

Après l'énonciation de M^{me} dr M. Matey sur les opinions exprimées, M. A. Mironczuk, dirigeant le Groupe de la Législation de Droit auprès du Conseil Central des Syndicats et président à la Session, a constaté que pour la future codification du droit de travail il était très utile de discuter sous tous leurs aspects maints problèmes essentiels.

Les délibérations du deuxième jour de la conférence avaient pour objet le rapport du professeur agrégé M. J. Jończyk: *Les commissions pour les suites des accidents*. Le rapport portait sur les nouvelles formes et le caractère juridique des commissions pour les suites des accidents, en vue des dispositions de la loi du 23 janvier 1968 sur les prestations pécuniaires dues en cas d'accidents au travail. Le rapporteur a formulé plusieurs thèses sur le caractère juridique des commissions et la vigueur de leurs décisions: 1) les commissions pour les suites des accidents sont un organe de protection juridique remplissant les fonctions de contrôle et d'administration de justice; 2) la fonction de contrôle s'étend sur l'examen des circonstances et des causes des accidents au travail; 3) la fonction d'administration de justice des commissions consiste à faire des constatations établissant si l'accident a eu lieu, si c'était un accident au travail et s'il y a lieu à des circonstances qui excluent le droit aux prestations prévues par la loi; 4) les commissions sont un organe indépendant. Les décisions des commissions, selon l'avis du rapporteur, ne peuvent pas faire objet d'appel et constituent une prémisses obligatoire

pour la reconnaissance ou le refus des prestations prévues par la loi. Elles ne peuvent pas être contestées en voie judiciaire. L'auteur a présenté en outre les résultats des recherches empiriques préliminaires relatives aux activités des commissions pour les suites des accidents dans la voïvodie de Wrocław.

La discussion sur le rapport s'est concentré sur le problème de la reconnaissance des commissions pour les suites des accidents en tant qu'organe d'administration de justice. Ses participants attiraient l'attention sur le fait que les commissions manquent du trait fondamental d'un tel organe qu'est son indépendance, puisque les représentants de l'établissement de travail qui en sont membres ne jouissent guère d'une protection spéciale du rapport de travail. En outre, les commissions ne tranchent pas en fait le litige puisque ni l'établissement de travail ni le travailleur ne comparaissent pas devant les commissions en qualité de parties du procès. On ne peut pas non plus reconnaître aux constatations des commissions le rang de décisions judiciaires. La reconnaissance des commissions pour les suites des accidents en tant qu'organe d'administration de justice n'est pas chose principale; ce qui est, par contre, essentiel c'est la question de la possibilité de contester leurs constatations par d'autres organes. Notre système juridique a adopté le principe selon lequel les décisions des organes de ce genre telles, par exemple, les chambres maritimes, n'obligent guère les tribunaux de droit commun, à moins que cela ne soit explicitement stipulé par la loi. Ces décisions n'ont donc pas autorité de chose jugée du point de vue matériel. D'autant plus on ne peut reconnaître une telle autorité aux constatations des commissions pour les suites des accidents.

La plupart des participants à la discussion ont exprimé l'opinion que les constatations des commissions sur les circonstances et les causes de l'accident n'obligent que l'établissement et Bureau des Assurances Sociales, ce qui ressort d'ailleurs de l'analyse des prescriptions en vigueur. La commission est compétente à «établir les circonstances et les causes de l'accident», il s'agit donc de l'établissement de l'état de choses, mais non de son appréciation. La commission n'est d'ailleurs pas en état d'établir si c'est le travailleur qui est le seul coupable, si c'est un cas de culpabilité grave, ou d'une grave négligence. Bien des participants à la discussion soulignaient qu'il fallait assurer au travailleur lésé la possibilité de rechercher ses prétentions sur la voie judiciaire.

Les représentants du Conseil Central des Syndicats ont informé qu'au cours des travaux législatifs sur la loi en question et sur son application présente, le Conseil Central des Syndicats n'avait jamais présenté l'opinion de l'exclusion de la voie judiciaire dans les litiges sur les prestations pécuniaires résultant des accidents au travail.

L'auteur du rapport a indiqué que le problème en question est controversable et qu'il était nécessaire de continuer des recherches empiriques approfondies sur le rôle et les tâches des commissions pour les suites des accidents.

En concluant au nom de l'Institut des Sciences Juridiques la conférence, le professeur Z. Salwa a souligné que les débats avaient confirmé l'opportunité des rencontres des représentants de la doctrine du droit de travail avec des praticiens. Les recherches sur le fonctionnement du système des prestations

résultant des accidents seront continuées par l'Institut des Sciences Juridiques, et leur résultats seront présentés au forum des futures conférences communes de l'Académie Polonaise des Sciences et du Conseil Central des Syndicats.

Barbara Sarnecka